

L'UGTA PLAIDE POUR UNE RENCONTRE D'URGENCE AVEC LE GOUVERNEMENT

Une bipartite pour désamorcer la bombe sociale

L'UGTA tire la sonnette d'alarme et plaide pour une rencontre urgente avec les pouvoirs publics, indiquent des sources proches de la Centrale syndicale, à moins d'un mois de la rentrée sociale. La tenue d'une bipartite, voire d'une tripartite avant la fin du dernier trimestre de l'année en cours n'est pas à exclure.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le memorandum conjointement préparé et signé par la Centrale syndicale et le Cnes et transmis au premier magistrat du pays est révélateur de l'ambiance qui règne au sein de l'UGTA depuis quelques mois. La question du pouvoir d'achat semble être plus que jamais l'une des préoccupations du monde du travail.

En effet, comme semble le dire le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, son organisation compte tout faire pour marquer de son empreinte la prochaine rentrée sociale.

L'UGTA compte ainsi, dans ce qui s'apparente à une promesse d'un sursaut, hausser enfin le ton au sujet des questions relatives au pouvoir d'achat et à l'emploi lors d'une éventuelle rencontre avec le gouvernement. La constitution du prochain gouvernement

est attendue avant septembre prochain.

Selon des observateurs, pour cette rentrée sociale, le gouvernement n'aura pas beaucoup de choix pour acheter la paix sociale, et la prochaine tripartite, attendue avant la fin septembre ou au plus tard début octobre, «n'apportera pas grand-chose car les problèmes ne manquent pas et les solutions doivent être plus profondes, définitives et non provisoires».

La protestation sociale n'est pas une chose nouvelle en Algérie, mais la conjoncture régionale la rend plus dangereuse.

La montée de la protestation a été enregistrée notamment durant les premiers mois de l'année en cours. D'ailleurs, le gouvernement avait déclaré par le biais de son Premier ministre que «l'achat de la paix sociale se fera à tout prix». Dans ce cadre, rappelons que



Photo : Samir Sid

L'organisation de Sidi Saïd compte tout faire pour réussir la prochaine rentrée sociale.

26% du budget de l'Etat a été consacré par la loi de finances complémentaire de 2011 aux dépenses sociales. Et il n'est pas à écarter que le projet de loi de finances de 2013, qui sera examiné la semaine prochaine en Conseil des ministres, porte sur de nouvelles dépenses d'ordre social, et ce même si l'on indique que «la rigueur budgétaire est attendue pour l'année 2013»

Parmi les mouvements de protestation attendus pour la prochaine rentrée sociale, on peut citer celui du secteur de l'éducation nationale qui n'en finit pas avec la contestation. Pour ce secteur, il faut souligner que la rentrée scolaire, programmée pour le 11 septembre prochain, sera perturbée par les mouvements de grève annoncés. Il s'agit notamment de la grève du Cnapest et l'Unpef, ou encore

celles des adjoints de l'éducation et du Collectif des enseignants des wilayas du Sud, un autre dossier qui a créé un grand malaise dans plusieurs localités du pays.

Le document de l'UGTA porte sur la «politique de maîtrise des prix et la sauvegarde du pouvoir d'achat des travailleurs et des citoyens. Le memorandum est le fruit du travail d'un comité ad hoc mis en place le 6 mai dernier».

Précédé par de «larges consultations» auprès d'administrations centrales, d'institutions et d'organisations de la société civile, le memorandum comporte des propositions et des recommandations à visée opérationnelle sur le court et moyen terme, ajoute-t-on.

Pour rappel, le memorandum en question fait suite à une initiative des responsables des deux organisations prise lors d'une rencontre tenue en avril dernier. Ils étaient unanimes sur la nécessité de débattre de la question de l'augmentation des prix afin de soulager le pouvoir d'achat de la population et d'éviter une «catastrophe».

A. B.

LOUISA HANOUNE À LA CLÔTURE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PT À BLIDA :

«La révision de la Constitution n'est pas une priorité algérienne»

«La révision de la Constitution n'est pas une priorité algérienne car elle ne présente aucune crédibilité» avait déclaré Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT, lors de la clôture de l'université d'été à Blida.

Sur un autre volet, elle affirmera que si l'Algérie est sortie de la crise que nous avons vécue dans les années 1990, c'est parce qu'il n'y a pas eu d'ingérence, et ce en faisant allusion au procès de Khaled Nezzar. A cet effet, ajoutera-t-elle, elle reste contre l'internationalisation des affaires algériennes.

Sur un autre volet, elle fustigera le chanteur Ferhat Mehenni qui, avec l'appui des Israéliens, veut frapper une monnaie kabyle. «Il (Ferhat Mehenni NDLR) ne représente que lui-même et nous demeurerons contre cela», tonnera Louisa Hanoune.

A l'endroit du ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, cette dernière ne mâchera pas ses mots pour le fustiger à propos de ses déclarations sur les jeunes qu'il a accusés, indiquera-t-elle, d'inconscients politiques. «Nous sommes contre ces propos car c'est grâce à la perspicacité de ces jeunes que l'Algérie n'a pas été embrasée. Nous leur devons une fière chandelle parce qu'ils ont refusé de tenir cas des manipulations via Facebook», affirmera-t-elle avant d'ajouter : «C'est vrai que les jeunes Algériens ont des exigences car ils refusent les discours creux.» Par ailleurs, et sur un ton grave, elle dira que le FLN d'aujourd'hui n'est plus celui de 1954 ou de 1962 lorsqu'il défendait les fondements de la nation. «Désormais, le FLN a une approche libéraliste», soutient Louisa Hanoune qui dénoncera sa majorité à l'APN car, pour elle, les élections ont été truquées et les commissions de surveillance de l'Union européenne, ne sont pas crédibles à ses yeux.

«Les commissions de l'Union européenne sont des dictateurs. Nous n'avons pas besoin d'elles. Nous sommes en mesure de régler nos problèmes par nous-mêmes», fera-t-elle savoir.

Elle dénoncera également certains partis qui ont été fondés, soutiendra-t-elle, pour l'intérêt de quelques personnes. «Nous avons peur de ce Parlement qui est constitué d'une centaine d'hommes d'affaires», annoncera-t-elle à l'assistance avant de quitter la salle mais sans omettre toutefois de prendre des photos avec ses militants et militantes.

M. B.

INVITÉ À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PT Sidi Saïd soutient Nezzar

Le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, a fait savoir, hier, à l'occasion de la clôture de l'université d'été du Parti des travailleurs, qui s'est tenue du 3 au 6 août à l'Ecole technique de la Sonelgaz de Blida, que l'Union générale des travailleurs algériens soutient le général à la retraite Khaled Nezzar à propos du procès intenté contre lui par le tribunal pénal fédéral de Suisse.

Pour Sidi-Saïd, cette affaire n'est qu'une «piteuse mascarade de tentative d'ingérence de la Suisse à travers ce procès».

Il considère que la plainte déposée par l'association Trial à l'encontre de Khaled Nezzar est une atteinte aux martyrs de la tragédie algérienne qui ont sauvé le pays d'une crise réelle.

«Les Occidentaux n'ont pas digéré le fait que l'Algérie reste à l'abri des conflits imposés par le néo-impérialisme, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays arabes», dira le secrétaire général de l'UGTA.

Et de poursuivre : «Ce que nous avons vécu durant la tragédie nationale, je ne le souhaite pas même aux Suisses. Comment alors accepterions-nous aujourd'hui un pseudo-procès contre Nezzar au nom d'une immixtion à peine voilée.»

Il reviendra justement sur les années 1990 dont il dira qu'elle ont été vécues dans la douleur d'autant, ajoutera-t-il, qu'il y avait une stratégie réelle de destruction des fondements de la nation. «Personne ne pariait à cette époque de la sortie de crise de l'Algérie.

Mais grâce à la volonté et à la conviction de la population algérienne, nous avons pu surmonter cet écueil qui a fait perdre à l'Algérie plus de 25 milliards de dollars sans parler des



Photo : Samir Sid

Le général à la retraite Khaled Nezzar.

pertes en vies humaines qui se comptent en centaines de milliers», insistera Abdelmadjid Sidi-Saïd qui rappellera que durant cette période de lutte contre l'intégrisme, l'Algérie n'a reçu aucune aide financière internationale et encore moins politique. «Bien au contraire, dira le secrétaire général de l'UGTA, il y avait tentative de nous enfoncer encore davantage par la fameuse formule du qui-tue-qui».

Au sujet du FMI, Abdelmadjid Sidi-Saïd dira que par sa faute, l'Algérie a vu disparaître 1 000 entreprises publiques et 400 000 emplois. C'est pour cela, soulignera-t-il, qu'il faut réhabiliter, valoriser et relancer le tissu économique national pour ne plus dépendre uniquement des hydrocarbures. Idem pour les importations à outrance auxquelles clamera-t-il, aujourd'hui des milliards de dinars sont consacrés. «L'on importe n'importe quoi», tonnera Sidi-Saïd.

Pour l'anecdote, il soutiendra qu'un ami à lui avait acheté un vêtement

made in China pour son fils. Le lendemain, dira-t-il, une éruption cutanée lui avait touché tout le corps.

Pour cela, insistera-t-il, il faut enlever du langage algérien «made in là-bas» qui fait partie de la stratégie colonialiste. Il informera que des amis syndicalistes français lui ont fait savoir qu'ils demeurent heureux tant que des bateaux algériens sont en rade à Marseille.

A propos du code du travail, Abdelmadjid Sidi-Saïd annoncera qu'il est toujours en chantier et que depuis 6 mois, le groupe de travail s'est arrêté pour une divergence entre le patronat et le secteur public.

Toutefois, il indiquera qu'une fois achevé, il restera une garantie pour l'avenir du travail en Algérie surtout que l'emploi précaire disparaîtra notamment avec l'abrogation, dévoilera-t-il, de l'article 87 bis relatif aux corps communs et lequel a été imposé par le FMI.

M. B.